

Conseil politique :
Des **villes** plus
sûres, **résilientes**,
capables de
répondre aux
crises et durables

CONSEILLER·E·S POLITIQUES



Co-présidente

Fatimetou Mint Abdel Malick

Maire de Tevragh-zeina,
Vice-présidente de REFELA
pour la région Nord



Co-président

Roland Ries

Maire de Strasbourg,
Président de Cités Unies
France, Co-président de CGLU,
Co-président de la
communauté de pratiques
de CGLU sur la mobilité



Iván Arciénega

Maire de Sucre,
Viceprésident de CGLU
pour l'Amérique latine



Ronan Dantec

Sénateur, Conseiller
municipal de Nantes,
Président de Climate
Chance



Zandile Gumedde

Maire d'eThekwinini
(Durban), Co-présidente
de la Commission
Planification Stratégique
Urbaine de CGLU



Wen Guohui

Maire de Guangzhou,
Co-président de
CGLU, Président de
la communauté de
pratiques de CGLU sur
l'innovation urbaine



Mauricio Rodas

Maire de Quito,
Co-président de CGLU



Alexey Shaposhnikov

Président du conseil de
la ville de Moscou



Francisco Toajas

Maire de Las Cabezas de
San Juan, Secrétaire pour
le développement local de
FAMSI, Co-président de la
Commission de CGLU sur
le développement local
économique et social



BRIEFING

Lors de notre Congrès mondial à Bogotá en 2016, CGLU s'est engagé à « mener la transition vers des villes et des régions résilientes, à faibles émissions de carbone » et à participer activement à l'Alliance mondiale sur les crises urbaines. Confrontées à devoir assurer la restauration écologique des systèmes planétaires, les villes et les régions du monde entier sont à la pointe en réduisant leur empreinte écologique, en renforçant la résilience et en se tournant vers l'innovation.

Le conseil politique de CGLU « **Des villes plus sûres, résilientes, capables de répondre aux crises et durables** » est le lieu de partage des initiatives et de discussions approfondies sur les politiques et leurs conséquences au niveau local et mondial.

Les feuilles de route pour le changement climatique et la résilience adoptées récemment (Cadre de Sendai, ODD 11 et Accord de Paris) nécessitent la participation de toutes les parties prenantes concernées et la capacité des gouvernements locaux à mobiliser les ressources humaines, financières et techniques disponibles. De fait, les autorités locales se trouvent en première ligne quand une crise éclate, comme il a été rappelé lors du Sommet humanitaire mondial.

Le modèle de développement urbain de l'expansion de la ville, de la relation dysfonctionnelle entre le bien-vivre et le travail, de la consommation et la destruction des biens communs urbains, tels que les biens culturels et naturels, a conduit à la ségrégation, à l'empreinte écologique et économique négative des villes sur les conditions de vie. Le besoin de villes durables exige une nouvelle organisation spatiale et économique de la ville. Les gouvernements locaux ont besoin de soutien pour comprendre les risques de catastrophes, renforcer la gouvernance en cas de catastrophe, investir dans la **résilience** et améliorer la préparation aux catastrophes et « mieux reconstruire ». Les zones urbaines sont de plus en plus en situation de risques, mais elles fournissent aussi les opportunités de travailler différemment afin de garantir que les réponses aux crises apportent un soutien humanitaire immédiat, tout en renforçant la résilience. Alors qu'ils sont confrontés aux crises urbaines, les gouvernements locaux doivent aligner leurs réponses sur les trajectoires du développement et promouvoir la participation active des acteurs clés et des groupes les plus vulnérables. La ville compacte et mixte, le développement axé sur le transport en commun, les quartiers socialement inclusifs où les fonctions de travail et de logement se complètent. Les gouvernements locaux et régionaux doivent progresser vers des modèles de **production et de consommation durables** pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter, promouvoir les énergies renouvelables et adapter les systèmes de transport. CGLU souhaite promouvoir une vision des territoires inclusifs, sûrs, résilients et durables, au sein desquels les communautés urbaines sont dotées de capacités pour répondre aux risques et diminuer les effets des crises, naturelles ou humaines, sur les groupes les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées, tout en protégeant leur dignité et leur bien-être.

Les gouvernements locaux sont particulièrement bien placés pour expérimenter et capitaliser sur les ressources et les potentialités inhérentes à la configuration locale et à la population. Comme l'illustre la publication de CGLU intitulée « L'avenir des villes », par le biais de partenariats multi-acteurs, les villes expérimentent et développent des **innovations** locales qui, par l'utilisation de nouvelles technologies, contribuent à construire des villes autonomes et résilientes. Le travail des membres de CGLU sur les espaces publics peut se manifester par des résultats tangibles de développement innovant et intégré à l'échelle de la ville et du quartier. Les politiques de développement centrées sur l'humain nécessitent des indicateurs allant au-delà des seuls indicateurs économiques. La santé mentale et physique de tous les citoyens est l'objectif final des villes sûres et résilientes.

Ce conseil portera en outre les contributions des gouvernements locaux et régionaux aux discussions et mécanismes en cours, à savoir : les programmes d'ONU-Habitat sur l'espace public et les villes plus sûres ; la 5e Plateforme mondiale sur la réduction des risques de catastrophes ; la mise en œuvre de la feuille de route pour l'action de Marrakech ; le soutien à la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie ; la contribution au Sommet Climate Chance ; la préparation d'une conférence visant à approfondir la compréhension scientifique du changement climatique dans les villes, en appui à la mise en œuvre des agendas mondiaux pertinents ; et le Sommet humanitaire mondial et le processus du « programme pour l'humanité. »